

BONELLI (LAURENT), CARRIÉ (FABIEN), *LA FABRIQUE DE LA RADICALITÉ. UNE SOCIOLOGIE DES JEUNES DJIHADISTES FRANÇAIS*, PARIS, SEUIL, 2018, 312 P.

Thomas Mattei

De Boeck Supérieur | « Politix »

2019/2 n° 126 | pages 226 à 229

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807392946

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/vue-politix-2019-2-page-226.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

BONELLI (Laurent), CARRIÉ (Fabien), *La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français*, Paris, Seuil, 2018, 312 p.

Par Thomas MATTEI

(LIER-FYT-EHESS)

Dans la tâche critique que se donne la sociologie de rompre avec les façons communes et dominantes d'appréhender le monde social, les recherches sur la « radicalisation » occupent aujourd'hui une place à la fois centrale et singulière. Centrale, car cette notion, propulsée par le secteur sécuritaire étasunien après les attentats du 11 septembre, est à l'origine d'une prolifération extraordinaire de financements de postes et de projets de recherches ; singulière, car cette mise à contribution du savoir académique par les services de sécurité renouvelle d'une façon particulière et sensible la tension entre production scientifique et commande d'État. La singularité de ce domaine d'étude tient également à la difficulté de l'accès aux « terrains » et aux personnes étudiées, ce qui favorise la multiplication de recherches sans contenu empirique et d'enquêtes sans enquêtés. C'est dans ce contexte que la direction de la Protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) a signé en 2016 une convention, dans le cadre d'un marché public, avec les politistes Laurent Bonelli et Fabien Carrié pour la réalisation d'une étude relative à la radicalisation chez les jeunes suivis par les professionnels de la PJJ, et dont un rapport a été remis à la garde des Sceaux en mars 2018. Le livre *La Fabrique de la radicalité. Une sociologie des jeunes djihadistes français* est issue de ce travail de recherche qui s'étend de septembre 2016 à décembre 2017.

Les auteurs ont eu accès aux dossiers des mineurs poursuivis pour des affaires de terrorisme ou signalés pour « radicalisation », et en ont retenu 133 pour l'enquête. Le matériel est foisonnant, la DPJJ ayant été, depuis 2014, « fermement invitée à participer à l'effort collectif de prévention », avec la création de référents laïcité et citoyenneté, tenant notamment une « comptabilité des situations recensées » (p. 11-12). Tout l'effort du premier chapitre consiste à présenter la façon dont ces sources ont été sélectionnées et exploitées par les auteurs. Les matériaux rassemblés sont en grande partie constitués de rapports produits par des travailleurs socio-judiciaires et des psychologues de la PJJ et sont traités de deux façons distinctes : en cherchant à extraire les informations biographiques sur les jeunes (analyse interne) et en tentant d'« objectiver » les conditions de production de ces rapports (analyse externe). L'intention est de distinguer les « faits », relevant de « logiques sociales » reconstituées par « l'étude des configurations familiales et scolaires des mineurs » (p. 16), et les « préoccupations d'État », interrogeant 57 professionnels (51 % d'éducateurs) afin d'« objectiver leurs stratégies d'écriture et de mise en récit » (p. 14). L'analyse se fonde sur les « trajectoires » et les « propriétés de la population étudiée » (p. 42) en portant une attention particulière aux cadres d'analyse des professionnels qui ont constitué ces dossiers, lesquels sont considérés comme des « biais » qu'il s'agit de contrôler en évitant l'« écueil » de recourir aux « catégorisations d'État » (p. 58-59).

Le chapitre 2 traite de la prudence qu'il convient d'avoir avec ces catégories, le chercheur ayant ici la charge de fournir une « compréhension de ce que serait la radicalité contemporaine » en ne prenant pas pour « argent comptant sa définition institutionnelle » (p. 62). La diversité des actes et des qualifications juridiques retenus sous l'appellation de « radicalisation » conduit les auteurs à abandonner cette notion pour lui préférer celle de « radicalité » comme « rapport dialectique entre des actes

qui transgressent » et la « réaction à ces actes » (p. 67). Les dynamiques de radicalités observées par les auteurs à partir des dossiers sont alors rapportées à la socialisation des adolescents, caractérisée par des tensions possibles entre deux pôles d'affiliation : la famille et les pairs (dans et hors l'école) (p. 69-70). Deux critères, empruntés au Durkheim du *Suicide*, sont utilisés pour rendre compte de ces tensions : les formes de *régulations* observables dans la famille (à partir notamment des observations des professionnels : familles « cadrantes » ou « désinvesties », etc.) entendues comme surveillance des enfants par les parents, et le degré d'*intégration* dans des groupes extérieurs (p. 70). De ces deux variables associées à deux modalités (faible ou forte), les chercheurs font apparaître quatre types de configurations relationnelles formant quatre types de radicalités que l'on peut placer sur deux axes. Sur le premier axe, où le contrôle familial est faible, se trouvent les radicalités apaisante et agonistique. La *radicalité apaisante* est constituée d'une majorité de filles (67 %) qui investissent peu les cercles de sociabilité hors de la famille et cherchent à se protéger de « désordres familiaux », de violences subies ou de difficultés touchant au rapport aux corps ou à la sexualité par l'usage de pratiques rituelles et spirituelles (p. 73). À l'opposé, dans des configurations familiales similaires, des jeunes (majoritairement des garçons) intégrés à de petites bandes et à la pratique religieuse erratique forment une *radicalité agonistique* dans une logique de « provocation et revalorisation de soi dans les interactions avec les agents des institutions d'encadrement de la jeunesse » (p. 73). Un second axe regroupe les adolescents qui sont l'objet d'un contrôle familial fort. Il se divise en deux pôles. D'une part une *radicalité rebelle* qui concerne davantage les jeunes dont l'intégration est faible hors de la famille et qui recodent le conflit familial (par exemple, en se convertissant à l'islam quand ils sont issus de familles catholiques) mais sans déboucher sur un engagement collectif. La *radicalité utopique*, composée majoritairement de garçons (69 %), correspond au second pôle, lequel représente la part la plus importante de la population étudiée. C'est là qu'on trouve ceux qui ont tenté de partir en Syrie ou de commettre un attentat. Cette population est considérée comme la plus subversive par les agents de l'État, de par sa volonté de « faire advenir, éventuellement en usant de la violence, un ordre social et politique différent » (p. 75).

Le chapitre suivant approfondit la description sociale des trois premiers types, apaisant, agonistique et rebelle. Ces jeunes ont notamment en commun de n'être pas porteurs d'un « projet idéologique », mais de se placer dans un registre discursif ou dans une posture visant à déstabiliser ou à se revaloriser dans les interactions (p. 95). Ils forment la grande majorité des situations traitées par la justice des mineurs ou les cellules préfectorales et « renvoient, pour l'essentiel, à des formes de recodage de comportements adolescents et de phénomènes de bande dans un registre subversif » (p. 147).

Dans le livre, le type le plus étudié est celui de la radicalité utopique, dont les conditions familiales (chap. 4), scolaires (chap. 5), la politisation (chap. 6) et la pluralité des modes d'engagement et de passage à l'acte (chap. 7) sont longuement et finement analysés. Si tous les parents des jeunes étudiés appartiennent aux classes populaires, les utopiques (et les rebelles) se situent du côté du « pôle stable » de ces classes (p. 81). La majorité des parents des jeunes utopiques ont l'expérience d'une immigration récente, vécue comme promotion sociale, étape d'une « trajectoire sociale ascendante » (p. 152). Les liens avec le pays d'origine sont « tenus, quand ils ne sont pas rompus » (p. 153), le projet d'intégration à la société d'accueil passant alors par un isolement relatif des parents et un investissement massif dans la scolarité de leurs enfants (p. 157), valorisant les études longues et les professions lettrées non manuelles (p. 168), favorisant l'intériorisation de dispositions au travail lettré. Le contrôle exercé sur leurs enfants passe par une organisation de l'espace familial (chambre individuelle, espace réservé

aux études, jeunes dispensés des tâches domestiques, etc.) et une restriction des fréquentations en dehors du cercle familial : la vie de ces jeunes étant circonscrite au foyer et à l'école (p. 179). C'est alors dans l'épreuve d'échec au sein de l'institution scolaire que les jeunes utopistes, dans l'incapacité de franchir les barrières de classe, « comme on l'attendait d'eux », vont se tourner vers une « communauté imaginée » support de la critique du modèle parental (sa croyance en l'école et en la société d'accueil) et de l'école (sentiment de trahison du modèle républicain), transformant l'échec en choix (p. 217). Pour les auteurs, le désajustement de l'investissement parental par rapport à la « réalité de l'enseignement secondaire » produit des dispositions critiques chez ces jeunes à l'origine de tensions les portant à chercher des sociabilités protectrices alternatives : coupés des sociabilités de leurs quartiers, ne les ayant pas trouvées à l'école, ils nouent des relations électives notamment *via* les réseaux sociaux par le renforcement d'une « culture de chambre » rendue paradoxalement possible par les moyens alloués à leur réussite scolaire par ces parents (p. 222). C'est à ce stade que des expériences d'échec vécues sur le mode individuel se transforment en expérience collective, formant des petites communautés qui « se politisent à mesure qu'elles se renferment », notamment par l'intervention de tiers aguerris faisant la jonction entre mondes théologiques et politiques djihadistes syriens et expériences quotidiennes vécues en France et en Europe (p. 219). Ces personnalités (Omsen ou Kassim) qualifiées par les auteurs de « passeurs de sens », proposent à ces jeunes des « raisons d'agir et des manières de faire » par un travail de sélection et de traduction (p. 240). C'est ainsi que l'utopie syrienne promet de résoudre ces différentes tensions (familiales, scolaires, affectives et sexuelles) avec l'espoir d'une nouvelle position sociale, notamment en devenant un « petit intellectuel de la cause », leurs dispositions scolaires les rendant réticents au combat, mais prompts à des tâches d'analyses, de porte-parole ou d'administrateurs (p. 264). Pour comprendre le passage à l'acte violent, les auteurs recommandent de « prêter attention aux systèmes d'attentes réciproques qui structurent les petites communautés » produisant des glissements et des effets d'entraînement (p. 274), mais aussi aux dynamiques d'escalade rendues possibles par les réactions institutionnelles (p. 282), largement occultées dans les débats sur la « radicalisation ».

La brièveté de ce compte rendu rend peu justice à la richesse des mécanismes explorés, à la finesse des analyses déployées et aux nombreuses prudences méthodologiques de l'ouvrage. L'un des apports majeurs de cette recherche est sans doute la mise en évidence de la pluralité des types de radicalités (que les auteurs appellent à ne pas « fétichiser »), ébranlant les visions réductionnistes dressant des profils et un *continuum* entre « signaux faibles » et actions violentes, au mépris de l'attention portée aux logiques sociales et aux contextes dans lesquels elles se déploient (p. 96). En montrant que les utopiques appartiennent aux fractions stables des classes populaires, l'étude complexifie également le rapport entre précarité et violence, en restituant l'importance (paradoxe) des conditions matérielles dans les possibilités d'engagement, et en balayant les poncifs sur le prétendu « laxisme » parental ou sur le « communautarisme » comme préalable à l'engagement radical.

Pour autant, l'enquête soulève des questionnements qui persistent à la fermeture de l'ouvrage. Pour les auteurs, mener directement des entretiens auprès des djihadistes pose des problèmes méthodologiques en raison du risque non contrôlable, dans l'interaction avec ces acteurs, de « tendance à minimiser » ou à « surévaluer l'engagement et sa cohérence » (p. 32). Comment lever ce risque dans l'exploitation de dossiers constitués en grande partie d'informations récoltées au cours d'entretiens réalisés par des professionnels, sans que le chercheur n'ait d'informations sur les situations d'énonciation de ces entretiens ? Pour résoudre cette difficulté, les auteurs procèdent à une

« analyse raisonnée » couplant « analyse interne » et « analyse externe » (p. 41). Ce positionnement méthodologique pose pourtant des problèmes : il place le sociologue en position de détenteur de l'« objectivité » sur le monde social, faisant des acteurs (ici les professionnels de la PJJ) des agents enfermés dans des « routines » et des « catégories ordinaires de fonctionnement de l'institution » (p. 41), réduisant les différentes professions qui interviennent à des représentants de l'institution et leurs savoirs à des « biais » formant des « catégories d'État » dont le chercheur doit « éviter l'écueil » (p. 58-59) pour accéder aux « faits » (p. 16). Pourtant, les principales analyses qui constituent les résultats de cette recherche sont déjà toutes présentes sous une certaine forme chez les enquêtés eux-mêmes. Ainsi, des agents hésitent à classer des cas sous le label « radicalisation » (p. 61) ; beaucoup repèrent le caractère « atypique » des propriétés sociales des utopiques (p. 88) ; une éducatrice affirme le caractère provocateur des références à Daech (p. 97) ; un assistant social note la centralité problématique du rapport à la réussite scolaire dans la famille (p. 171) ; un père exprime que « la famille, c'est tout mon projet » (p. 173) ; des éducateurs s'étonnent du rapport des utopiques à la sexualité (p. 180) ; un adolescent parle de « trahison » de l'école (p. 187) ; un référent laïcité des « effets pervers » des sanctions étatiques qui peuvent « ajouter à la stigmatisation » (p. 284). Enfin, les professionnels sont conscients que la plupart des cas ne présentent pas de dangerosité (p. 290). Il s'avère que loin de devoir recourir à la nécessité de mettre à distance le savoir des professionnels, c'est bien grâce et à travers la réflexivité des parents, des adolescents et des professionnels enregistrée à l'état de traces dans les dossiers que peut s'établir un savoir critique sur le monde social.

Les auteurs le notent : les recherches actuelles ont un rôle « bien modeste par rapport aux schèmes de pensée ordinaires des institutions » dans les changements de pratiques (p. 8). Pour autant, ce sont ces mêmes institutions judiciaires et éducatives qui sont en première ligne face à ces jeunes, et qui ont su, dans certaines situations, « enrayer la spirale » (p. 282). L'ouvrage invite ainsi finalement, sans que ce soit là un but affiché par les auteurs, à se reposer la question de savoir comment la sociologie doit se rapporter aux activités et aux connaissances des acteurs si elle veut espérer avoir sur ces derniers un effet émancipateur et apporter un appui effectif aux modifications des pratiques. L'enjeu est peut-être de réussir à sortir de la posture de « redresseur de torts herméneutiques » (Grignon (C.), Passeron (J.-C.), *Le Savant et le populaire*, Seuil, 2015 [1989], p. 13), et d'accepter de repartir des capacités réflexives et critiques des acteurs pour chercher à décrire les dispositifs qui entravent ou favorisent le déploiement de ces capacités. Sans quoi, la critique portée par les sociologues sur les professionnels a de fortes chances d'être vue comme surplombante et facilement relativisée par ces derniers.